

Questions orales

J'exhorte *The Ottawa Citizen* à effectuer une enquête interne à la suite de cette dénonciation des procédés journalistiques de M. Kennedy.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'EMPLOI

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, on a vu un contraste extraordinaire. Le président Clinton a introduit des mesures pour créer jusqu'à 500 000 emplois pour stimuler l'économie, pour surtaxer ceux qui gagnent au-dessus de 100 000 \$ et épargner les familles qui gagnent moins de 30 000 \$. Ici, au Canada, le même jour, le gouvernement conservateur, usé et fatigué, ne crée aucun emploi et s'attaque aux chômeurs qui reçoivent en moyenne 253 \$ par semaine.

Le ministre pense-t-il vraiment qu'il peut duper les gens du Canada aussi facilement qu'il a dupé le caucus conservateur?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, comme d'habitude, l'interprétation et les allégations de la députée sont absolument fausses.

Ce que j'ai retenu du discours que le président Clinton a fait hier, c'est qu'il a annoncé à la population un programme visant à renforcer l'économie, un programme axé sur des investissements dans la main-d'oeuvre, la formation, les infrastructures, la technologie et l'équipement.

• (1420)

C'est justement ce que nous avons annoncé dans l'exposé de décembre. Nous avons pris des mesures afin d'investir dans la main-d'oeuvre et les infrastructures et d'encourager les petites entreprises, ainsi que le commerce et la recherche et développement. Nous avons parlé d'un partenariat entre les travailleurs, les entreprises et les provinces. Nous avons gelé les salaires et nous poursuivons le dégraissage et la réduction de l'appareil gouvernemental, la rationalisation des organismes ainsi que le programme de réduction du déficit.

De toute évidence, le président des États-Unis croit que le déficit et la dette ont des répercussions capitales sur la croissance économique, la réduction des taux d'intérêt et les investissements. De ce point de vue, les mesures qu'il a présentées hier ressemblent beaucoup à

celles que nous avons annoncées en décembre. La seule différence, c'est qu'il propose de très lourds impôts. Nous avons proposé un allègement fiscal.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Il y a eu 34 augmentations d'impôt depuis 1984, monsieur le Président. J'aimerais que le ministre demande à la population de juger les réalisations du gouvernement au chapitre fiscal. Le président Clinton a dit très clairement hier soir que les gens qui gagnent moins de 30 000 \$ par année seront épargnés.

Dans le projet de loi dont la Chambre a été saisie cette semaine, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration demande à ceux qui gagnent en moyenne 253 \$ par semaine d'accepter une réduction de 3 p. 100 à cause du déficit gouvernemental.

Comment le gouvernement peut-il s'en prendre aux chômeurs qui, actuellement, reçoivent en moyenne 253 \$ par semaine? Comment peut-il justifier cela? Pourquoi le président des États-Unis donne-t-il un coup de pouce à l'économie, alors que le premier ministre du Canada porte un coup bas aux chômeurs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Encore une fois, la députée confond tout. Elle parle d'horribles hausses d'impôt. Il y a effectivement eu certaines augmentations. Cependant, elle ne s'attend certainement pas à ce que le Canada poursuive le genre de politique que son parti a mise en place et qui s'est traduite par des dépenses de 1,33 \$ pour chaque dollar de rentrée fiscale, ce qui a entraîné un déficit de 38 milliards de dollars.

La députée parle des personnes à faible revenu. Je lui signale que, par suite de la réforme fiscale, un certain nombre de familles—850 000, si je ne m'abuse—ont été rayées du rôle d'imposition. Les gens qui gagnent moins de 30 000 \$ obtiennent un remboursement au titre de la TPS. Le programme de prestations pour enfants aide les travailleurs à faible revenu. Le gouvernement prendra désormais l'argent des riches et le distribuera aux travailleurs à faible revenu, afin de les aider à élever leur famille et à rester sur le marché du travail. Ce sont des mesures très positives et progressistes.

La députée devrait réexaminer certains des plans et programmes que nous avons mis en place.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le ministre sait fort bien qu'une famille sur quatre à Montréal vit actuellement de prestations de bien-être social grâce à ses politiques économiques. On sait que le président Clinton, hier soir, a proposé un programme pour lancer un minimum de 500 000 emplois; par contre, ici au Canada, malgré les demandes du Parti libéral depuis un an, il n'y a aucun programme d'infrastructures